

Numéro 86

Rapport du mois de Novembre 2020

des mouvements sociaux, suicides, violences et migrations

1025 protestations collectives, 9 cas de suicide et de tentative de suicide et 1298 migrants(tes)



The November Issue **NOW** available in **English** inside

2, Avenue de France Imm Ibn Khaldoun (National),
2ème étage Apt325-Tunis Bab Bhar 1000

TEL. : (+216) 71 325 129 FAX : (+216) 71 325 128
contact@ftdes.net - www.ftdes.net/observatoire

Introduction

Progressivement, l'expérience de la transition démocratique en Tunisie se dirige vers une tragédie sociale. Après s'être construite exclusivement sur le plan politique, cette démocratie politique n'a pas eu d'ombre économique ni sociale. Le Forum Tunisien des Droits Economiques et Sociaux n'a jamais cessé de mettre en garde, à travers tous les rapports et communiqués qu'il a publié au cours des dernières années, contre le sabotage systémique auquel l'expérience démocratique émergente en Tunisie est exposée en raison de l'échec des choix économiques et sociales des gouvernements successifs depuis 2011 et de leur incapacité à présenter un programme qui répond aux aspirations des Tunisiens et aux droits de la révolution. Ces aspirations ont été et demeurent : réaliser la justice sociale, éliminer la pauvreté, la discrimination, la marginalisation et le chômage, lutter contre la corruption et l'évasion fiscale et créer un climat de confiance publique.

Cependant, à quelques semaines de la commémoration du dixième anniversaire de la révolution, nous faisons face à l'impatience des acteurs qui ont des revendications devant un gouvernement qui n'a pas de programme dans une économie en panne et improductif avec un climat social et politique dominé par des intérêts partisans et des consensus frauduleux. Ce dont le forum avait précédemment mis en garde.

Cette scène dramatique a roulé comme une boule de neige au cours des dix dernières années vers une démocratie meurtrie dans laquelle la transition politique est dominée par un discours de violence et de haine accompagné d'une baisse de la confiance de la rue dans les acteurs politiques et dans laquelle la récession économique et sociale a doublé le nombre de pauvres, de marginalisés et de ceux exposés aux dangers de la violence, du crime, de la toxicomanie, de la migration non réglementaire, des réseaux terroristes et criminels sans oublier la traite humaine. Ces faits sont illustrés par les données à l'issue des dix premiers mois de l'année en cours : 6 500 mouvements de protestation ont été relevés, dont la plupart des revendications étaient d'ordre économique, social et environnemental et 12 500 Tunisiens sont arrivés sur la côte italienne de manière irrégulière, environ 10 000 autres qui avaient l'intention de « partir » ont été interceptés. De ce fait, le résultat de la migration non réglementaire, pour les dix premiers mois de 2020 équivaut au nombre relevé durant la totalité de l'année 2011 entre arrivants et interceptés.

Ces indicateurs font face d'un autre coté à des indicateurs dramatiques dans les institutions de souveraineté, puisque le gouvernement est incapable, à l'heure de rédaction de ce rapport, de mobiliser les ressources financières nécessaires pour le budget de la nouvelle année.

On s'attend à ce que les dépenses de l'État atteignent 41 millions de dinars, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, après que la part de la dette extérieure ait augmenté de manière sans précédent (16 millions de dinars d'emprunts extérieurs sur un total de 19 millions de dinars constituant le total des ressources d'emprunt attendues pour le budget de la nouvelle année 2021). Par ailleurs, la Banque Centrale a refusé de financer le budget par crainte de répercussions sur le niveau d'inflation.

Une situation difficile à tous égards qui ouvre la voie à une crise globale et complexe. Le Forum Tunisien des Droits Economiques et Sociaux estime que sa solution nécessite :

- Un dialogue national qui soulève toutes les questions urgentes, les problèmes soulevés et les plans pratiques pour leur mise en œuvre. Il s'agit d'un dialogue dans lequel le cercle des participants doit être élargi pour inclure la représentation diversifiée de la société civile et des acteurs locaux et ne pas se limiter aux organisations traditionnelles usuelles ;
- Négocier avec les partenaires européens et les partenaires financiers les questions de dette, de migration, de lutte contre la guerre et l'extrémisme qui menacent la stabilité de la région ;
- Un appel à la société civile, aux mouvements citoyens et aux forces sociales défenseurs des valeurs et des objectifs de la révolution afin de mettre en place des mécanismes d'action collective, de solidarité et une vigilance dans la protection de l'Etat de droit, des institutions et la voie d'une transition démocratique globale qui porte des perspectives de développement prometteuses.

Climat général durant le mois de Novembre

Le climat durant Novembre n'a pas connu de grande différence de ce qui avait été le cas durant les mois précédents sur les plans politique, économique et sanitaire mais il était différent sur le plan social, car des manifestations sociales généralisées ont éclaté tout au long du mois de Novembre exigeant la mise en application des accords signés et non appliqués précédemment et revendiquant leurs droits à l'emploi et au développement.

Sur le plan politique, le discours imprégné de violence, de haine et d'alignement opportuniste s'est poursuivi à l'ARP exacerbant cette situation de crise de crédibilité à laquelle est confrontée cette institution souveraine. Par ces pratiques, cette propriétaire de l'autorité d'origine a doublé son isolement de la société et la preuve en est l'écart qui est apparu entre les députés et les manifestants dans leurs régions de sorte que les députés ont été incapables d'exprimer correctement les revendications des manifestants et de transmettre leurs voix au Parlement ainsi que à l'interprétation de ces revendications aux autorités et aux partis de la ceinture parlementaire et à l'opinion publique loin de toute mobilisation et stigmatisation des acteurs du mouvement social.

Sur le plan économique, le déficit a atteint son paroxysme par l'incapacité du gouvernement à fournir les ressources pécuniaires pour financer la loi de finances complémentaire propre à l'année 2020 et le budget de l'année 2021 sans oublier par la poursuite des répercussions de la pandémie Covid-19, où le taux de croissance au cours du deuxième trimestre de cette année 2020 a atteint -21,6% suite au confinement total et - 6% au troisième trimestre, malgré le retour du modèle de l'activité économique, selon les chiffres officiels publiés par l'Institut National des Statistiques.

Si le taux de chômage a baissé d'environ 2,8% en comparaison entre les deuxième et troisième trimestres (18% au deuxième et troisième trimestre et 16,2% au troisième trimestre), selon la même source (INS), l'économie post-confinement n'a pas produit de nouvelles opportunités d'emploi ou un fort retour des activités de production. De même dans le secteur du tourisme, qui a perdu 42,7% de ses revenus au cours du troisième trimestre de 2020 en raison des répercussions de la pandémie de Corona et la situation s'est aggravée avec le retour de l'épidémie depuis la mi-Août, si bien que le nombre de personnes infectées par Covid 19 jusqu'au 30 novembre, a atteint 99375 et le nombre de décès suite au Covid 19 a atteint 3362. Au cours du mois de novembre, 1534 cas ont été enregistrés, dont environ 59% au cours des dix derniers jours du mois. Malgré l'augmentation du nombre de décès, il est ressorti du discours officiel du ministère de la Santé publique vers la fin novembre que la stratégie de lutte contre la pandémie de Covid s'oriente vers un assouplissement des restrictions imposées depuis fin Octobre dans le but de réduire la propagation de l'infection communautaire par le virus et d'annoncer l'intention de la Tunisie d'acquérir 6 millions de doses du vaccin contre le Coronavirus. Cette quantité est insuffisante pour garantir l'immunité collective dont la société a besoin pour retrouver une vie normale et ainsi ramener l'activité économique à son schéma habituel.

Par conséquent, il semble clair que les répercussions économiques et sociales du virus Corona vont s'étendre dans le temps pour atteindre une fourchette de deux ans, car l'intention officielle est de vacciner un quart de la population contre le Covid au cours de la nouvelle année, ce qui ne garantira pas son immunité collective et donc le retour de l'épidémie.

Cette crise confirme sans aucun doute l'incapacité du gouvernement actuel à gérer correctement le dossier Coronavirus aussi bien en termes d'amélioration des services de santé fournis à tous les Tunisiens en termes d'enquête et d'analyse puisque l'indice de mortalité élevé confirme l'incapacité des personnes infectées à accéder aux aides nécessaires, à réaliser les analyses sanguines et à obtenir des soins, qu'au niveau de la stratégie pour sortir avec le moins de dommages de cette crise en termes de fourniture de solutions extrêmes pour assurer une immunité collective pour un retour à la normale de l'activité économique et la création de nouveaux horizons pour l'emploi et le développement.

Cette improvisation dans la gestion du dossier Covid a également atteint la gestion gouvernementale du dossier social tout au long du mois de Novembre. Ainsi, si le gouvernement de Mechichi a réussi à gérer des négociations positives avec le sit-in d'El Camour, conduisant à l'annonce de l'accord du 8 novembre et au retour de l'activité des compagnies pétrolières suite à l'ouverture de la « vanne », le président du gouvernement a commis une erreur de communication qui a exacerbé l'état de tension sociale et réactivé les sit-ins de Gabès, de Kasserine et d'autres régions dans les rues, les tentes de sit-in, le blocage des routes et des unités de production.

Le discours du président du gouvernement, prononcé le 9 novembre au soir depuis la caserne d'Aouina, ne comportait pas de messages de réconfort et d'interaction positive avec les attentes de tous les Tunisiens de toutes les régions. Il a plutôt choisi certaines parties à mentionner et en a ignoré d'autres, ce qui a conduit, par exemple, à l'émergence d'un mouvement social spécifique à Kairouan soutenu par les différentes composantes de la civile revendiquant à mettre en œuvre ce qui a été déclaré au conseil ministériel relatif à la région qui s'est réuni en août 2019 et appelant à la déclaration de la grève générale du 3 décembre 2020.

La déficience de communication du gouvernement et son blocage de la porte à une interaction positive avec les mouvements sociaux et les protestations dans diverses régions ont entraîné l'émergence de crises sociales qui ont exacerbé l'état de gronde existant comme l'émergence de la crise des bouteilles de gaz naturel dans la plupart des gouvernorats du sud en raison de l'arrêt de production de l'unité d'embouteillage du gaz liquide dans la zone industrielle de Gabès en raison du sit-in El-Soumoud 2 sachant que l'unité de mise en bouteille précitée produit environ 40% des besoins du pays en bouteilles de gaz naturel.

De plus, tout au long du mois de novembre, l'incapacité du gouvernement de Mechichi à produire un message de communication rassurant pour la population pourrait être considéré à l'origine du recours des manifestants à des formes plus extrêmes de protestation contre l'État.

L'absence de continuité de l'État et l'incapacité du gouvernement à assurer cette continuité en adhérant à la mise en œuvre des accords signés précédemment et des mesures décidées lors des précédents conseils ministériels ont été parmi les raisons qui ont ébranlé la confiance entre la rue et l'Etat.

Même les dossiers que le gouvernement cherchait à résoudre ont également été dominés par l'improvisation ce qui a créé de nouvelles crises.

Le dossier des ouvriers de chantiers urbains, le gouvernement a proposé une solution qui a créé une nouvelle crise pour plus de 16000 travailleurs et travailleuses de la tranche d'âge des 45-55 ans qui ont été exclus de la régularisation des en leur imposant une sortie forcée contre 20 mille dinars.

Définition des concepts :

Mouvements sociaux : ce sont les mouvements de protestation qui se sont organisés, ont duré dans le temps et dans lesquels des quasi-leaders ont émergé en parlant au nom des différents participants, à l'instar du mouvement social de Jendouba, de Meknassi, Gabès, Tataouine et d'autres régions.

Mouvements de protestation : ce sont les mouvements de la population générale pour des revendications équitables telles que l'emploi, les services de santé, les services de transport scolaire, les transports, la fin de l'isolement des villages et des régions, la connexion aux réseaux d'eau et d'électricité, l'assainissement, la sécurité, la fin d'étalage anarchique, de la violence, de la toxicomanie, de la criminalité et d'autres exigences économiques, sociales, environnementales, sanitaires, administratives et éducatives.

Ce type de manifestation n'est pas encadré par des syndicats ou des partis et peut être spontanée ou organisée, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une réaction à un incident ou qui répond à un appel à protester dans le contexte d'un événement qui vient souvent de citoyens mais aussi de militants.

Comité de coordination :

Les manifestations de Novembre n'étaient peut-être pas attendues pour ceux qui ne suivent pas attentivement l'évolution de la mobilisation sociale mais ont été prévisibles pour l'Observatoire Social Tunisien.

En effet, la cartographie et les formes de protestation accompagnant le confinement total ont changé et se sont développées depuis le mois d'Avril 2020 donnant à la plupart des manifestations observées une tendance à la violence et c'est ce dont l'Observatoire Social Tunisien a mis en garde dans la majorité de ses rapports mensuels pour les mois suivants.

Cependant, les acteurs politiques tendant toujours vers la théorie du complot comme le moyen le plus simple de se débarrasser de la responsabilité.

En effet, face à l'état de panique qui les a frappés du fait de l'élargissement du cercle des protestations sociales dans diverses régions en Novembre, il a été facile de remettre en question l'identité des comités de coordination des sit-ins, de leur adresser des accusations politiques et de les considérer comme un projet politique se cachant dans une apparence sociale.

Mais ce que ces personnes n'ont pas vu c'est que le mouvement social était en train de changer et de se développer au fil des dernières années et au cours desquelles l'esprit politique s'est arrêté à l'intérêt partisan, à l'intérêt personnel et au partage des privilèges de pouvoir.

Au cours des dernières années et face à l'absence totale d'interaction des autorités aux niveaux local, régional et central, les manifestants se sont réunis autour d'un ensemble de revendications et organisés en comités de coordination. Certains mouvements sociaux ont désigné un coordinateur général et porte-parole officiel. Ces comités de coordination travaillent dans un environnement comprenant des personnalités inconnues dans les médias et comme cela a été le cas dans l'expérience d'El-Camour. Ces figures de l'ombre ne sont pas politiques mais plutôt des compétences juridiques et économiques, ainsi que des personnalités capables de fournir un soutien logistique aux mouvements de contestation dans le cadre des discussions pour soulever leur dossier. Peut-être que les politiciens n'ont pas compris ce développement atteint par certains mouvements sociaux qui ont encadré et bien géré leurs protestations afin de réaliser leurs revendications exactement comme cela s'est produit avec l'Accord d'El-Camour.

Dans cette rive, il y a une autorité impuissante, sans vision, sans programme et sans acteur politique ayant des mécanismes d'analyse et d'interprétation limités et une mentalité traditionnelle dans la gestion du travail du parti qui se limite au côté opportuniste et dans l'autre rive il y a des ambitions débridées d'acteurs sociaux en matière d'organisation, de développement et de conception de formes de protestation pour la défense de leurs justes causes. Entre les deux rives, il y a eu un discours de communication du gouvernement raté et de graves lacunes de communication du président du gouvernement, une situation qui ne pouvait en aucun cas sortir le pays de sa crise profonde et globale à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution.

Cependant, les attaques contre la nomenclature des comités de coordination fait apparaître que la situation ne s'oriente pas vers un véritable traitement et un vrai diagnostic qui pourraient épargner au pays une explosion imminente de la situation sociale et qui ouvrirait la porte au chaos.

Bien au contraire, la stigmatisation de la mobilisation sociale et la pression croissante semble être une astuce pour ceux qui sont au pouvoir pour affronter la mobilisation sociale, ce qui pourrait faire accroître la tension dans les semaines à venir, notamment à la lumière de l'émergence d'une convergence et d'une solidarité entre les mouvements sociaux.

Le mouvement d'El-Camour peut être considéré comme un tournant majeur dont il faut tirer les leçons. C'est un mouvement qualitatif qui a établi une nouvelle scène de leadership, une nouvelle scène de synergie et de solidarité régionale et une nouvelle scène d'interaction dans laquelle le gouvernement a joué le rôle d'une plateforme d'écoute intéressée et d'interactive pendant cinq semaines de négociation jusqu'à la signature d'un accord qui a commencé à mettre en œuvre des traditions souhaitées de gouvernance et transparence. Certes, ce n'est pas le mouvement modèle en termes de bouleversement de la production et d'ouverture de la porte à une hémorragie économique qui s'est élevée à 800 milliards de pertes après la fermeture de la vanne pendant quatre mois, mais c'est le tournant duquel chacun du gouvernement, de l'élite et des politiciens doivent tirer les leçons.

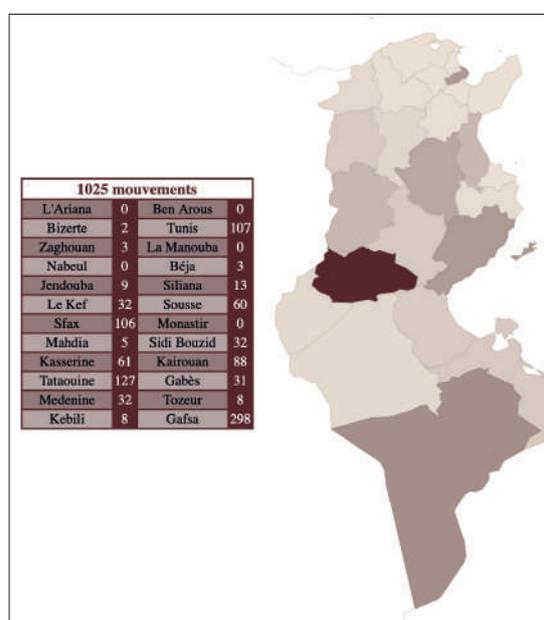
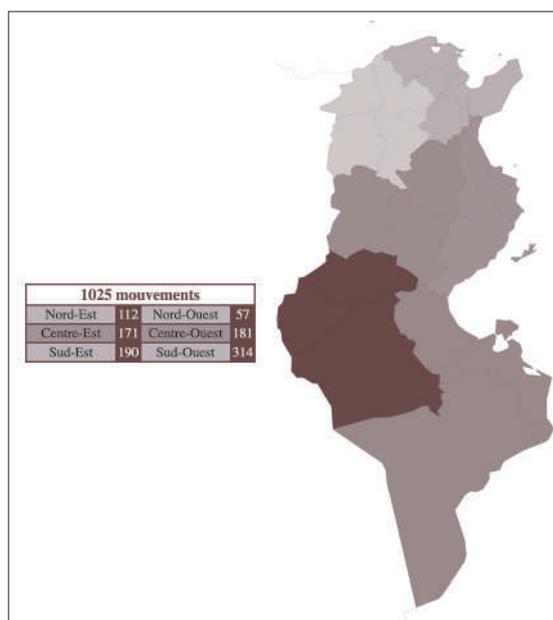
Soit le mouvement d'El-Camour constitue le début d'une route vers la naissance d'un mouvement social fort, conscient et actif, soit il s'agit d'un glissement dangereux vers le régionalisme et la rébellion.

Les mouvements de protestations

Le nombre de manifestations relevées tout au long du mois de novembre 2020 a atteint 1025, enregistrant une augmentation de l'ordre de 17,6% par rapport au mois d'Octobre cette même année.

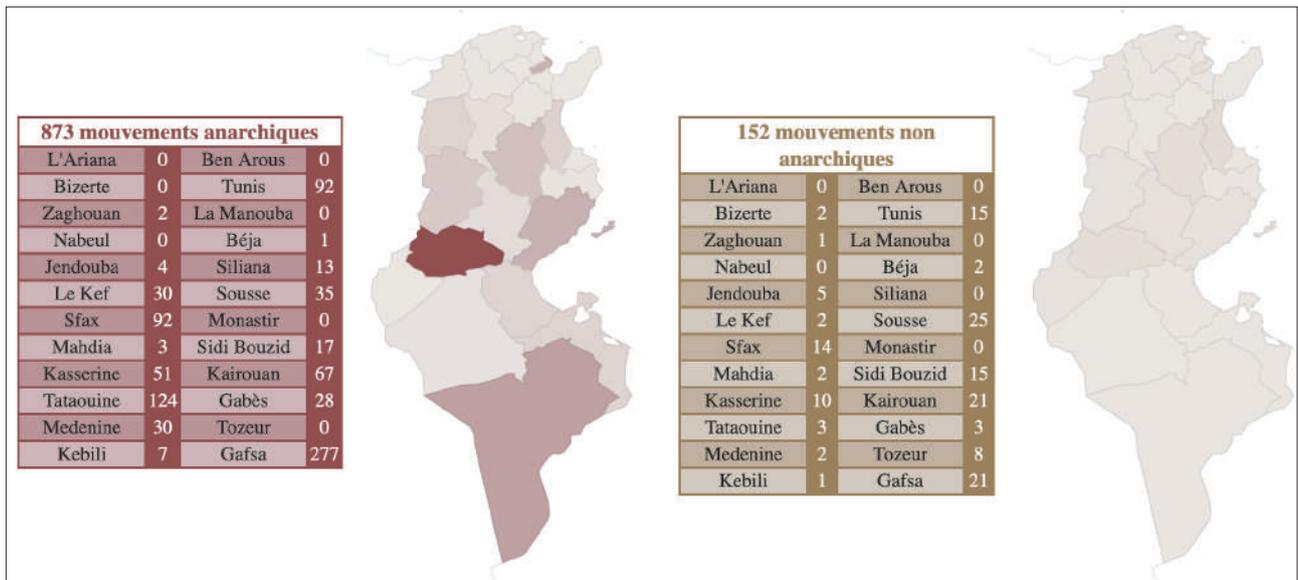
2020	Mouvements de protestations
Septembre	751
Octobre	871
Novembre	1025

La cartographie des protestations du mois de Novembre a changé, de sorte que la région Sud (Est et Ouest) est devenue la plus présente en termes de protestation avec 504 mouvements de protestation, soit près de 49% du total des manifestations de Novembre.

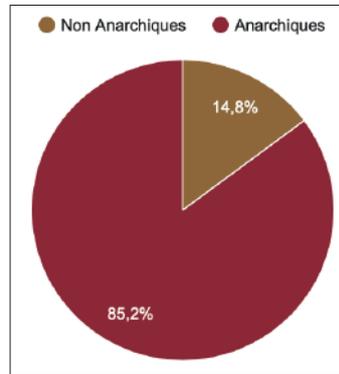


Les manifestations anarchiques à tendance violentes dans les deux régions (les gouvernorats de Gabès, Médenine, Tataouine, Kebili, Tozeur et Gafsa) ont représenté 92% du nombre total de protestations enregistrées dans ces zones

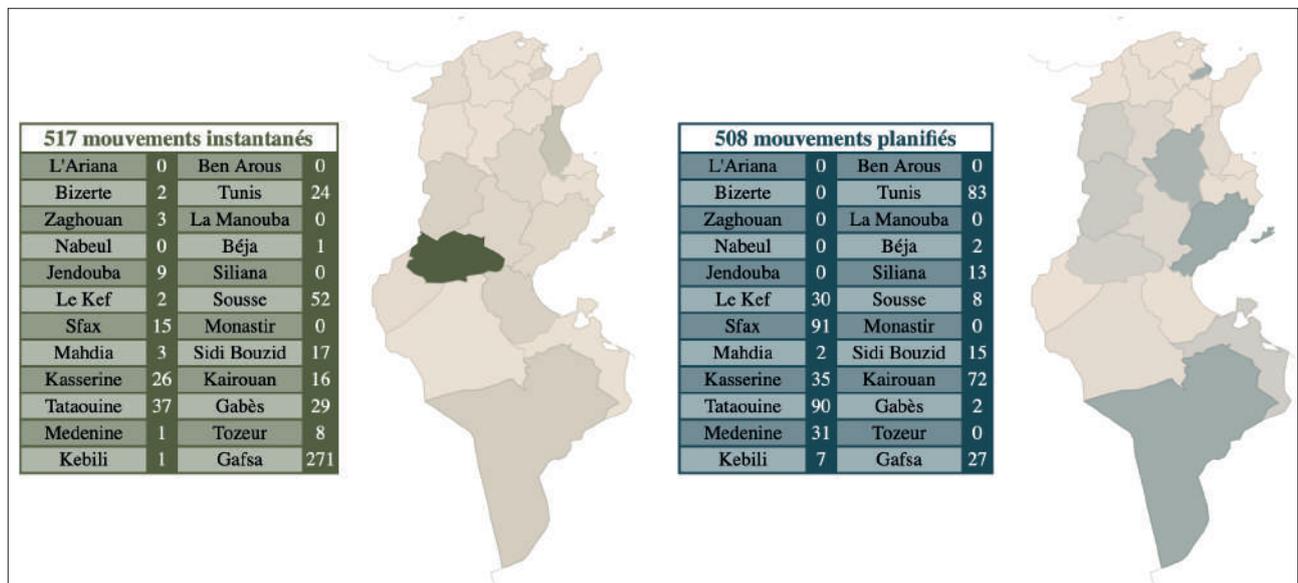
La région du Centre (Est et Ouest) occupe la deuxième place en termes de nombre de manifestations enregistrées tout au long du mois de Novembre avec environ 352 mouvements de protestation, dont environ 75,2% ont été de nature anarchique notamment dans les gouvernorats de Sfax, Mahdia, Sousse, Kairouan, Sidi Bouzid et Kasserine. À la troisième place vient la région Nord (Est et Ouest) avec 169 mouvements de protestation dans les gouvernorats de Bizerte, Zaghouan, Tunis, Siliana, Jendouba, Béja et El Kef. Environ 84% de tous ces mouvements étaient anarchiques, ce qui signifie qu'ils ont tendance à être violents, en particulier dans les gouvernorats de Tunis, Siliana et El Kef.



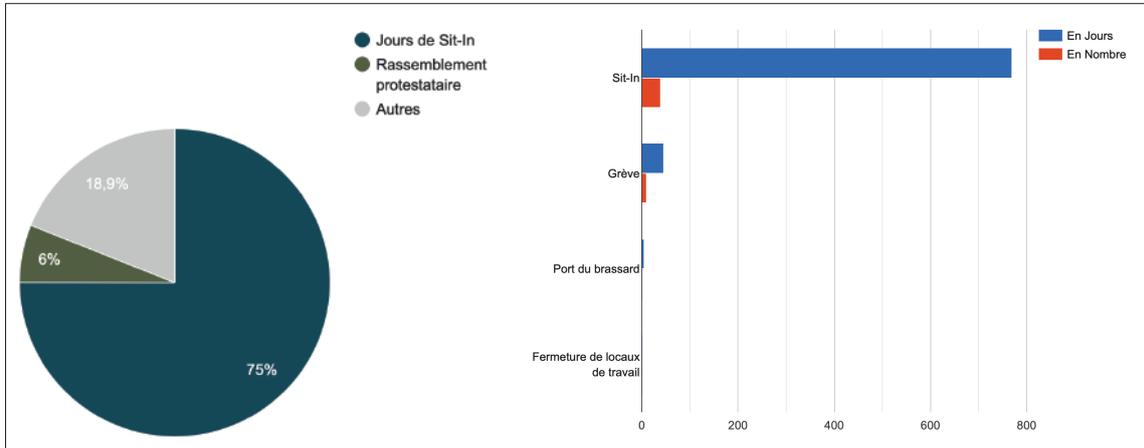
Le nombre total de manifestations anarchiques s'est élevé à 85,2% du nombre total de manifestations relevées tout au long du mois de Novembre 2020.



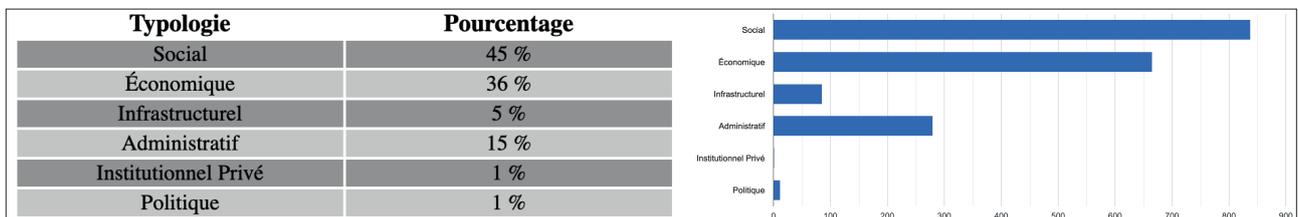
Il est à noter que les manifestations sociales anarchiques ont commencé à émerger depuis Avril dernier, pour atteindre la majorité des manifestations suivies par l'équipe de veille de l'Observatoire Social Tunisien.



Les sit-ins ont représenté 75% du total des formes de protestation observées, suivies de les rassemblements protestataires à hauteur de 6% puis du reste des formes de protestation (grèves, port du brassard rouge et blocage des sites professionnels) de 18,9%. Le nombre de jours de sit-in relevés a atteint 769, notamment la poursuite du sit-in des doctorants au chômage pendant 5 mois (depuis le 29 juin 2020).

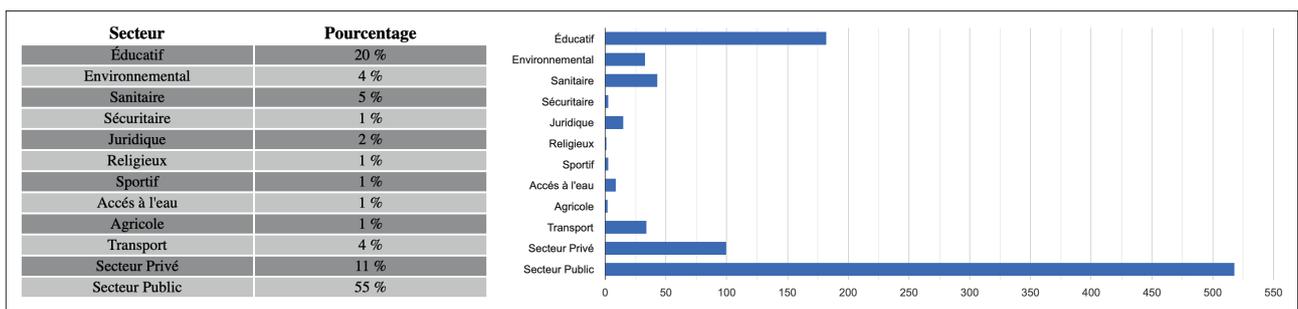


Toutes ces protestations sociales suivies ont été motivés par des revendications économiques et sociales avec un taux de 81%, de protestations demandant l'amélioration des services administratifs de 15%, l'amélioration de l'infrastructure des routes et la couverture des ouvertures d'égouts, suite à des accidents à hauteur de 5% de l'ensemble des revendications.



La revendication du droit au travail a représenté 31% du total des manifestations relevées, suivie de la demande d'amélioration des conditions de travail de 26%, du droit au développement de 8%, de la demande de réforme du système éducatif de 7% et de la dénonciation de la détérioration des conditions dans les établissements d'enseignement de 7%.

La non-mise en application des accords a été derrière 6% du total des manifestations enregistrées en Novembre 2020.



Quant aux acteurs des protestations, ils étaient pour la plupart jeunes et sans emploi, parmi lesquels les diplômés à hauteur de 53%, suivis des salariés de 17%, des travailleurs de 10%, des étudiants à hauteur de 9%, des citoyens, des chauffeurs, des enseignants et des professeurs avec 4%, des habitants, des activistes, des commerçants, des étudiants, des médecins et des agriculteurs, parents, chauffeurs de transports ruraux et autres.

Les acteurs sociaux initiateurs des mouvements	
Chômeurs	28 %
Employés	17 %
Jeunes	17 %
Citoyens	16 %
Travailleurs	10 %
Étudiants	9%
Diplômés chômeurs	8%
Ouvriers de chantier	4 %
Conducteurs	4%
Enseignants	4 %

Les espaces de protestation	
Routes	20 %
Bâtiments publics	17 %
Locaux de la CPG	16 %
Sièges sociaux administratifs	12 %
Institutions éducatives	7 %
Siège du Gouvernorat	6 %
Siège de production	5 %
Sièges des ministères	5 %
Médias	4 %
Sièges des municipalités	4 %

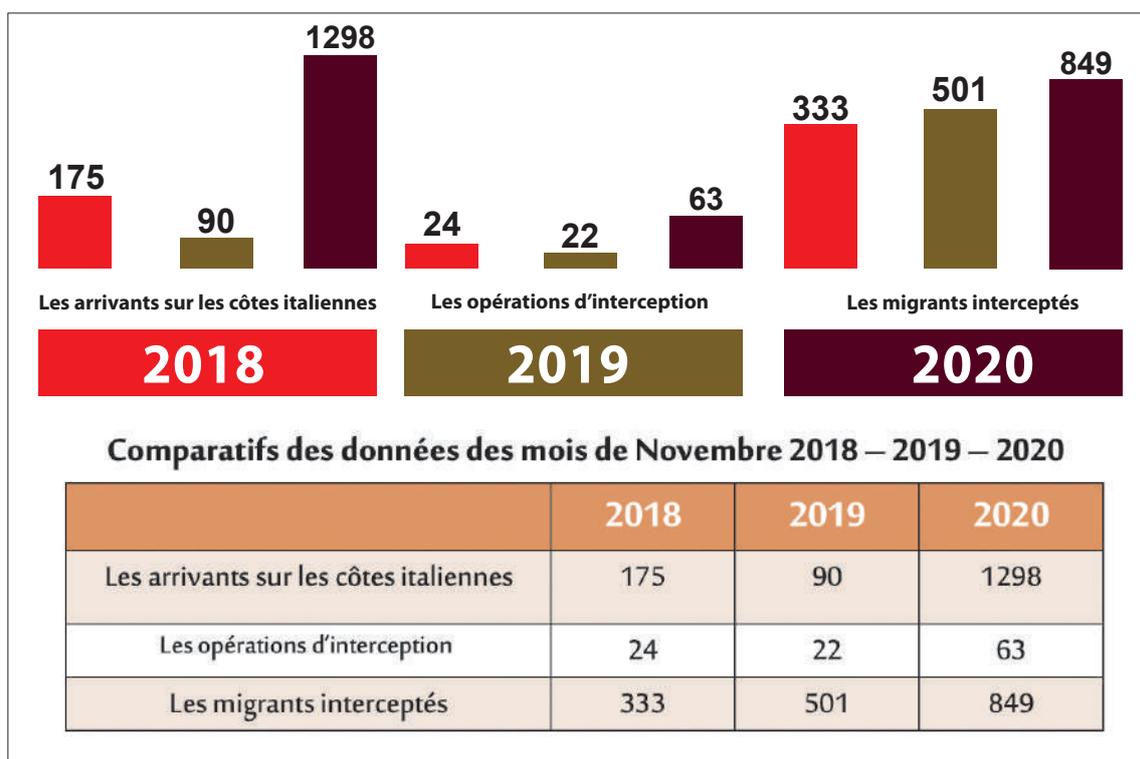
Les routes ont été les espaces de protestation les plus marquantes avec 20%, suivies par les sièges de souveraineté avec 17%, la Société de Phosphate Gafsa avec 16%, les sièges administratifs avec 12% et les établissements d'enseignement à hauteur de 7%.

Les sites de production ont représenté 5% des espaces de protestation, les espaces publics, l'Assemblée des Représentants du Peuple et les hôpitaux, 1% des espaces de protestation.

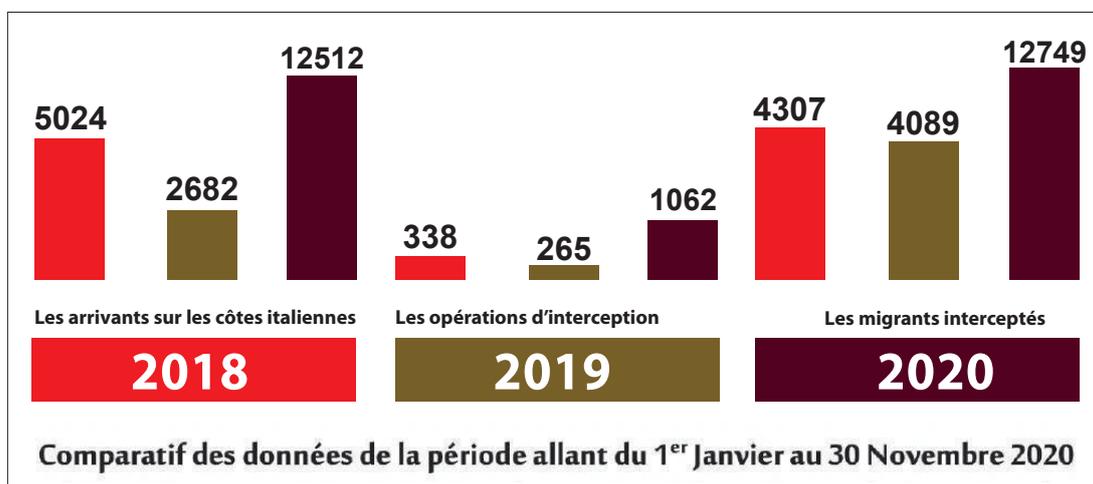
Les manifestants ont adressé leurs revendications à l'autorité centrale à hauteur de 79%, à l'autorité régionale avec 20%, aux ministères à 4% et aux gouverneurs à 1%.

La migration non-réglementaire durant le mois de Novembre

Contrairement à ce qui était attendu à ce stade, l'opération terroriste qui a eu lieu dans la ville de Nice fin Octobre 2020 et dans laquelle un migrant non réglementaire tunisien était impliqué, n'a pas eu d'impact sur la décision de migration. Malgré les campagnes de stigmatisation des migrants en France et en Italie qui ont accompagné cet évènement 1298 migrants sont arrivés sur les côtes italiennes au cours de ce mois de Novembre dont 93% au cours de la première moitié du mois tandis que moins de 100 immigrants sont arrivés au cours de la seconde moitié et ce, en raison de facteurs climatiques puisque la Tunisie et le bassin central de la Méditerranée ont connu des perturbations climatiques accompagnées de pluies et d'agitation de la mer qui ont indirectement affecté les flux atteignant les côtes italiennes.



Le mois de Novembre 2020 a enregistré des chiffres exceptionnels comme les autres mois de cette année, augmentant plus de 13 fois par rapport à Novembre 2019 en termes de nombre d'arrivées et le nombre d'opérations interceptées est passé de 22 en Novembre 2019 à 63 opérations interceptées en Novembre 2020.



Comparatif des données de la période allant du 1^{er} Janvier au 30 Novembre 2020

	2018	2019	2020
Les arrivants sur les côtes italiennes	5024	2682	12512
Les opérations d'interception	338	265	1062
Les migrants interceptés	4307	4089	12749

Le nombre d'arrivées sur les côtes italiennes de manière non réglementaire du 1^{er} janvier 2020 à fin novembre a atteint 12512 migrants, soit une augmentation de 365% par rapport à l'année 2019 et une augmentation de 149% par rapport à l'année 2018. Le nombre d'opérations de franchissement interceptées a enregistré une augmentation de 300% et une augmentation du nombre de migrants interceptés de 211% par rapport à 2019, ce sont des indicateurs qui reflètent la volonté croissante de migrer en plus de l'intensité de l'activité de la Garde maritime tunisienne.

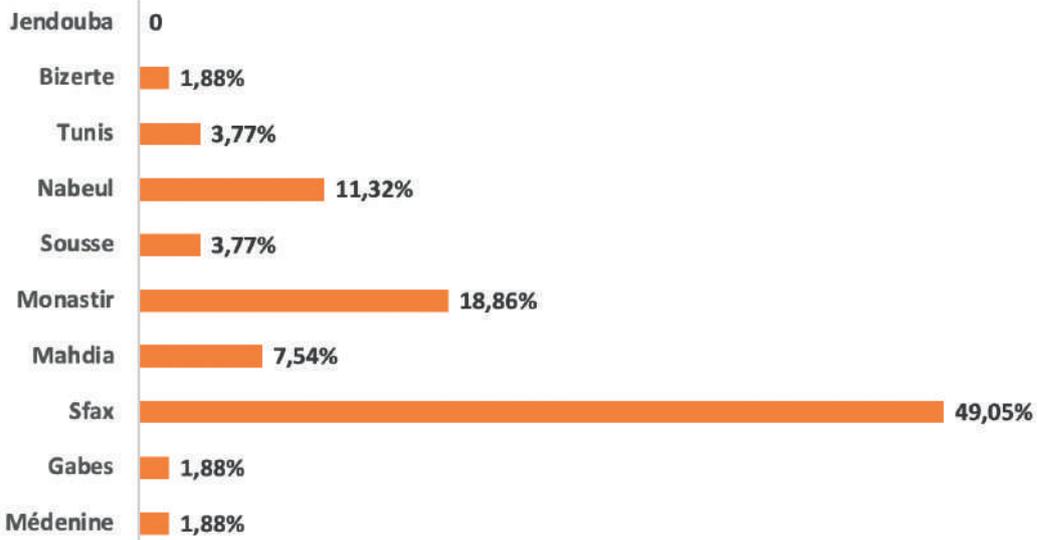
Les arrivants sur les côtes italiennes par mois en 2020

Mois	Mineurs non accompagnés	Mineurs accompagnés	Féminins	Masculins	Total
Janvier	12	10	4	42	68
Février	5	0	0	21	26
Mars	17	0	1	42	60
Avril	6	2	1	28	37
Mai	42	3	6	443	494
Juin	28	19	23	755	825
Juillet	371	100	99	3575	4145
Aout	333	98	72	1803	2306
Septembre	172	63	69	1619	1923
Octobre	1328	1081	41	43	163
Novembre	1298	1085	35	34	144
Total	12512	10383	342	385	1400

Les femmes n'ont représenté que 2,73% du total des arrivées de nationalité tunisienne sur les côtes italiennes et 18,89% de toutes les nationalités. Les mineurs ont représenté 14,26%, tandis que les mineurs de nationalité tunisienne ont représenté 37,17% du nombre total de mineurs arrivant en Italie toutes nationalités confondues.

Les opérations interceptées par région

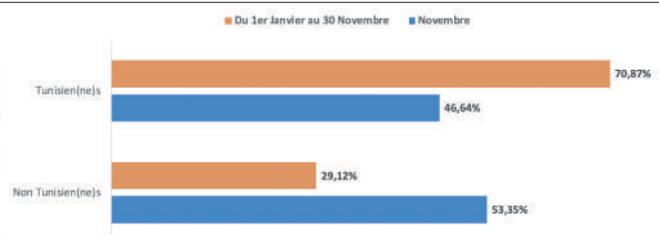
	Jendouba	Bizerte	Tunis	Nabeul	Sousse	Monastir	Mahdia	Sfax	Gabes	Médenine
Novembre	0	1,88%	3,77%	11,32%	3,77%	18,86%	7,54%	49,05%	1,88%	1,88%



Les régions de Sfax ont représenté le point de départ le plus important à partir duquel les opérations de franchissement sont contrecarrées, le pourcentage d'opérations interceptées de Sfax ont atteint 49,05%, suivi par la région de Monastir à hauteur de 18,86%.

Les migrants selon les nationalités

	Tunisien(ne)s	Non Tunisien(ne)s
Novembre	46.64%	53.35%
Du 1 ^{er} Janvier au 30 Novembre	70.87%	29.12%

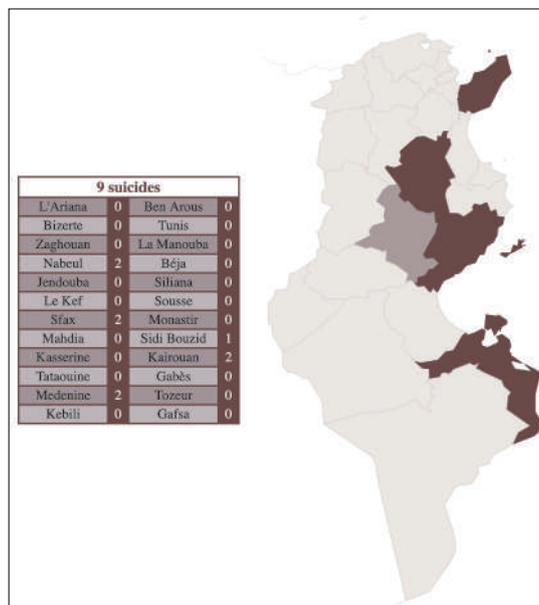


Pour la première fois depuis février, le pourcentage de migrants subsahariens interceptés a dépassé le pourcentage de Tunisiens. On note ainsi l'impact relatif de l'opération terroriste de Nice qui a conduit les candidats à la migration de nationalité tunisienne à revoir ou à reporter la décision de migration jusqu'à ce que la vision des mesures prises contre les migrants non réglementaires sur la rive nord devienne claire.

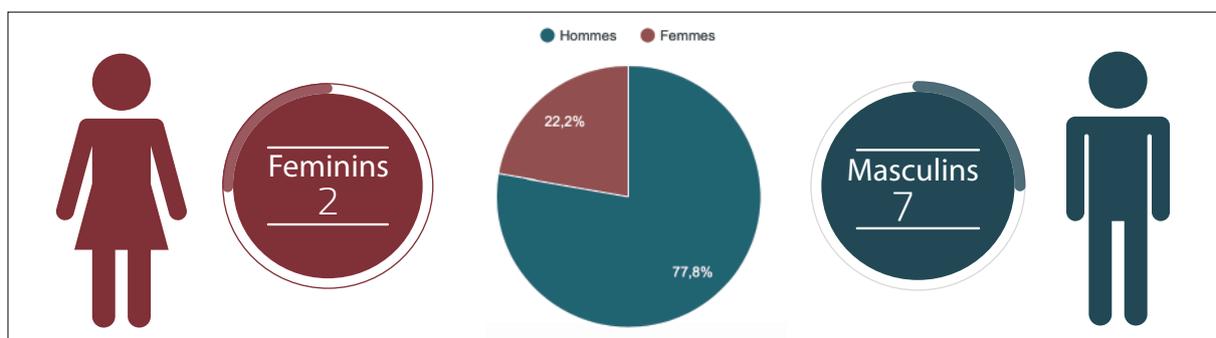
C'est une situation qui a été exploitée par les réseaux de migration pour remplacer les Tunisiens par des non-Tunisiens.

Les suicides et tentatives de suicides

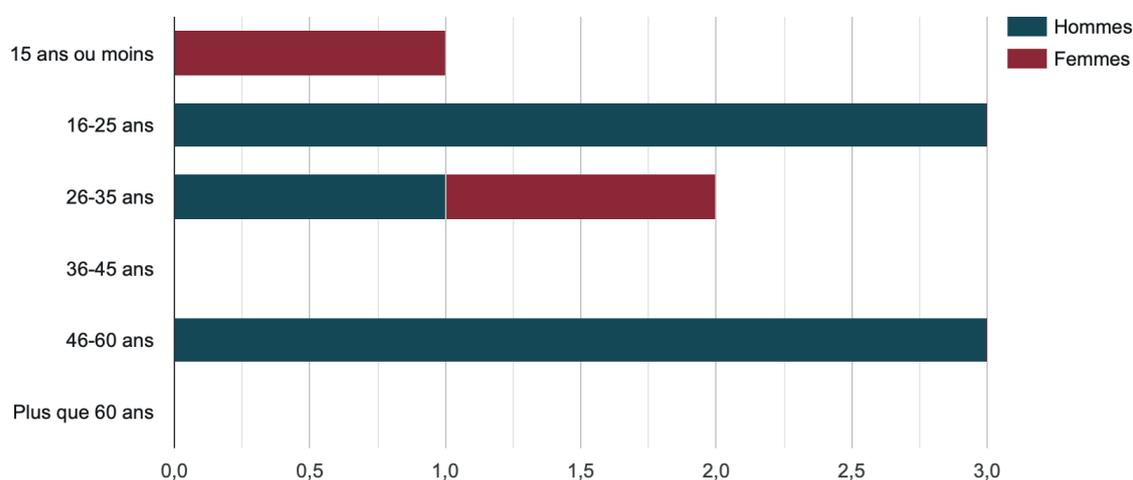
Le nombre des actes de suicide et de tentative de suicide signalés au cours du mois de Novembre 2020 a été de 9 cas. Deux ont été enregistrées à Sfax, Nabeul, Kairouan et Médenine et un cas dans le gouvernorat de Sidi Bouzid.



Le genre masculin a représenté 77,8% de la totalité des cas de suicide et de tentative de suicide signalés.

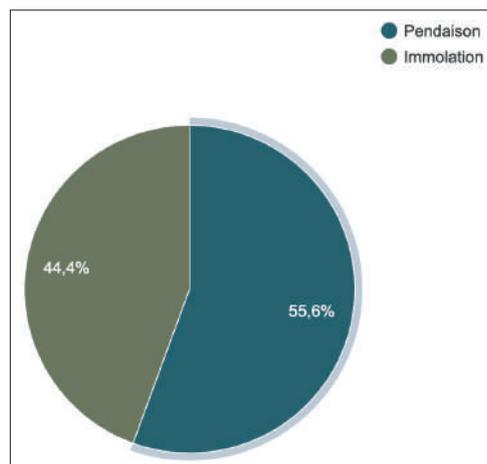


La tranche d'âge 16-35 ans a représenté 55,5% du total des cas observés.



	15 ans ou moins	16-25 ans	26-35 ans	36-45 ans	46-60 ans	Plus que 60 ans
Hommes	0	3	1	0	3	0
Femmes	1	0	1	0	0	0
TOTAL	1	3	2	0	3	0

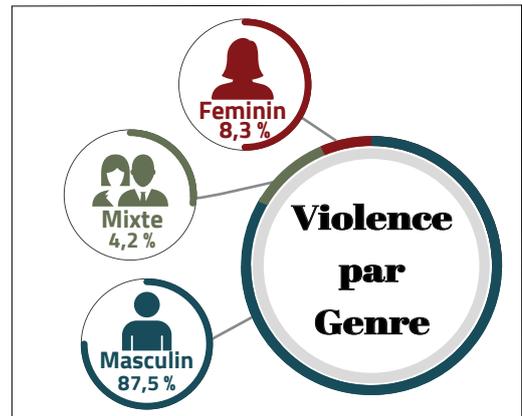
Les suicides et tentatives de suicide observés ont été par immolation à 55,6% et par pendaison à 44,4%. Le suicide et la tentative de suicide restent une forme d'expression de contestation individuelle assez présente sur la scène de contestation en Tunisie ces dernières années sans que les autorités se montrent préoccupées par ce fait, pour l'étudier, le comprendre et mettre en place des mécanismes de prévention.



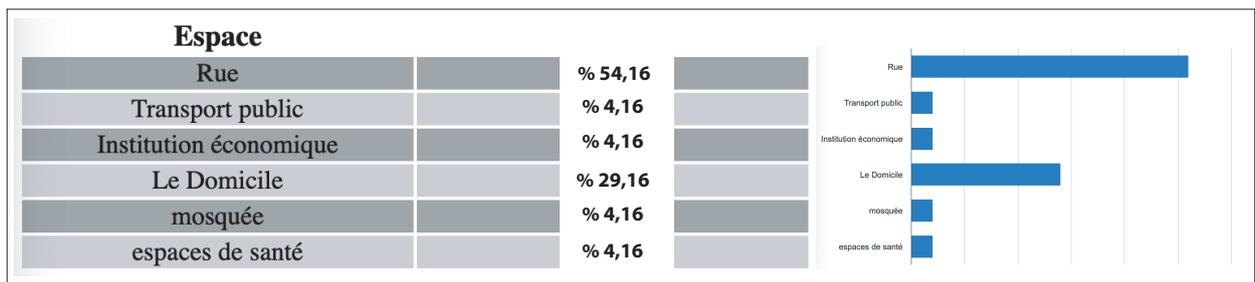
Rapport sur la violence

Le rapport de l'Observatoire Social Tunisien du mois de Novembre 2020 est venu confirmer les conclusions des différents rapports publiés sur les violences faites aux femmes et qui ont montré que ses taux ont enregistré une nette évolution dans les mois du confinement total puisqu'ils ont été multipliés par 5 voire 7 fois. Il est important de noter que la plupart des femmes exposées à la violence pendant cette même période ont été les femmes instruites. Le rapport de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates indique que 75% d'entre elles sont des femmes souffrant de vulnérabilité économique et sociale et environ 57% d'entre elles sont au chômage. Les maris étaient à l'origine de 67% du niveau de violence enregistré pendant la période du confinement total et la violence conjugale était la plus présente et la plus menaçante pour la sécurité des femmes, selon le même rapport.

Les statistiques de l'Observatoire sont venues révéler qu'un tiers des personnes exposées aux violences au cours du mois de Novembre ont été des femmes. Simultanément, ils indiquent que 87,5% des responsables des violences signalées par l'équipe ont été du genre masculin.

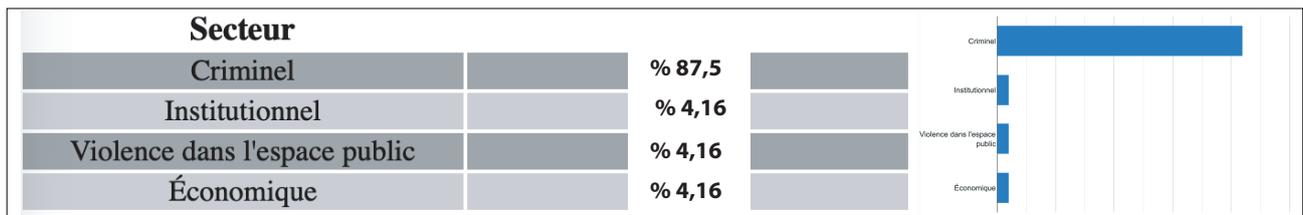


Les espaces de travail, les espaces publics, les routes et les moyens de transport ... ont représenté le cadre qui a absorbé plus de 60% des incidents violents enregistrés au cours du mois de Novembre. L'espace domestique s'est classé en deuxième avec environ 30% des incidents violents signalés au cours du même mois. Les institutions de production économique ont été témoins de 4% des incidents violents et le même pourcentage a été celui des violences dans les lieux de culte (mosquées).

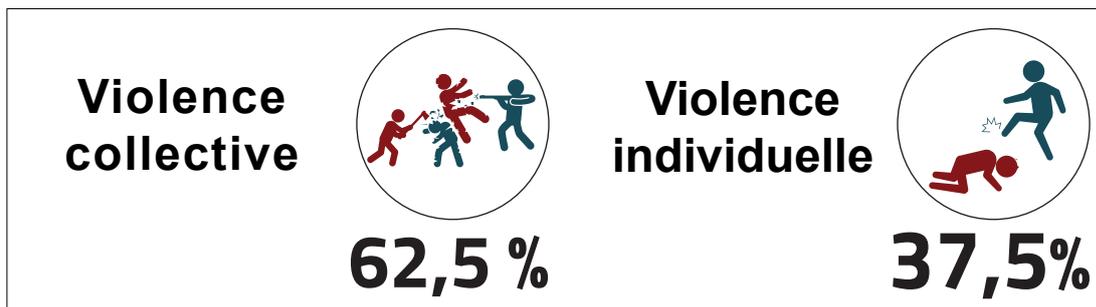
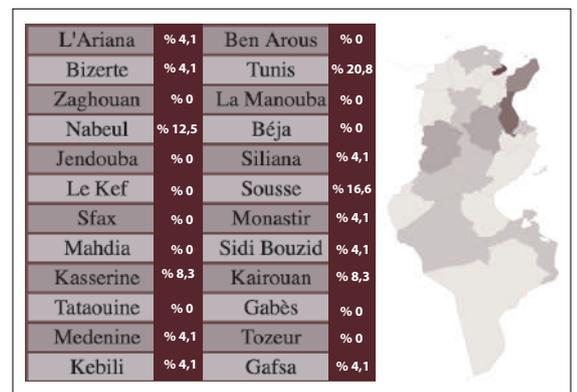


À l'instar des mois précédents, la violence de nature criminelle a occupé le premier plan des incidents violents signalés dans l'échantillon de veille.

Par ailleurs, le taux de violence économique n'a pas changé par rapport au mois précédent en restant dans les limites de 4% du niveau de violence enregistré, soit le même qu'en octobre 2020.



Le gouvernorat de Tunis est à la pointe des régions qui ont connu des incidents violents au cours du mois de Novembre avec 20,8% des violences enregistrées, suivi par le gouvernorat de Sousse avec 16,6% du total, suivi par le gouvernorat de Nabeul avec 12,5%, puis du gouvernorat de Kairouan et du gouvernorat de avec 8,3% des actes de violence. Le niveau de violence a été à peu près le même dans les gouvernorats de Gafsa, Siliana, Monastir, Sidi Bouzid, Kebili, Médenine, Ariana et Bizerte et qui ont chacun connu un taux de violence de 4,1% en Novembre 2020.



62,5% des actes de violence enregistrés au cours du mois de Novembre ont été de nature individuelle en revanche, les violences collectives ont représenté 37,5% de la totalité des violences.

Conclusion

En fin de compte, le mois de Novembre a été une autre étape difficile sur le chemin de la mobilisation sociale et si le gouvernement n'agit pas selon une stratégie raisonnable avec laquelle il doit diagnostiquer la situation sociale et répondre à ses demandes légitimes, il n'y aura alors aucune justification à l'acte de protestation qui perturbera la production de richesse permettant de répondre aux demandes ou de perturber les services de base affectant la vie quotidienne du citoyen.

Les semaines à venir s'ouvriront à davantage de complications dans la situation sociale et sanitaire, nécessitant un discours de communication honnête basé sur un vrai diagnostic et également un dialogue collectif et participatif, dont le plus important est le respect de l'Etat de droit et des institutions.

Nouvelle méthodologie de calcul scientifique :

À partir du mois de Mars, l'Observatoire Social Tunisien du Forum tunisien des droits économiques a adopté une nouvelle méthodologie de calcul scientifique dont voici les bases :

Définitions :

Mouvements instantanés: caractérisés par la surprise et la vitesse de mouvement résultant de la colère de la foule et de la gronde qu'elle génère mais sont limités dans le temps et l'espace. Ce type de mouvement cherche à mobiliser l'attention et la mobilisation sociale et se caractérise par leur nature pacifique, Cependant, ces mouvements varient dans les paramètres de développement de la protestation, y compris le recours à la violence.

Mouvements planifiés : mouvements qui étaient essentiellement instantanés mais qui ont évolué et développé des mécanismes d'action dans le temps et l'espace et ont pu acquérir la capacité d'organisation et de préparation d'une et chercher à développer des contre-mobilisation mais restent essentiellement pacifiques.

Ils se distinguent par leurs moyens organisationnels et leur capacité à assurer son action continue et la mobilisation pour les mêmes raisons.

Mouvements anarchiques (violents) : ce sont des mouvements qui font de la contre-violence l'un de leurs mécanismes d'action et sont souvent des réactions directes employant tous les moyens pour la confrontation et l'atteinte de leurs objectifs mais ils manquent souvent d'éléments d'organisation, de programme et de moyens clairs.

La méthodologie de Calcul :

L'unicité d'un mouvement est définie par un mode d'action, un lieu et une journée.

Une protestation se déroulant dans plusieurs lieux sera comptabilisée comme étant plusieurs mouvements.

Un mouvement ayant lieu sur plusieurs jours sera comptabilisé chaque jour.

Une protestation utilisant différentes modes d'action sera comptabilisée une fois pour chaque action.

Méthodologie de veille de la migration non réglementaire

- Les opérations d'interception : la veille repose sur les rapports du Ministère de l'Intérieur et les déclarations du porte-parole de la Garde Nationale dans les divers médias. Dans la plupart des cas, ils n'incluent pas de données détaillées (genre, tranches d'âge, pays d'origine des migrants ...)

- Les arrivées sur les côtes européennes : Plusieurs structures émettent des données numériques sur les arrivées en Europe, comme le Haut-Commissariat pour les réfugiés, l'Organisation Internationale pour les migrations, les Ministères de l'Intérieur des pays européens et l'Agence Européenne de Surveillance des côtes.

Les chiffres présentés restent approximatifs et nécessitent une mise à jour continue selon les données publiées par les structures officielles et civiles qui peuvent être édités dans des rapports ultérieurs mais qui fournissent une lecture de l'évolution et du changement de la dynamique de la migration non-règlementaire.

- Les chiffres invisibles : ce sont le nombre de migrants qui atteignent les côtes européennes sans passer par les autorités locales ou les structures internationales et ne se retrouve pas dans un recensement. Ce sont des chiffres importants et qui diffèrent selon les tactiques des réseaux des passeurs de migrants. Il comprend également des opérations de départ depuis les côtes tunisiennes qui réussissent à échapper au contrôle sécuritaire strict ou celles dont le passage est intercepté sans émettre de rapports ou sans les annoncer.